

Solidaires



ET INTERNACIONALISTES!

Activités internationales de l'Union syndicale Solidaires : les actualités mensuelles

#127 – décembre 2024

Réseau syndical international de solidarité et de luttes

Une rencontre européenne du Réseau syndical international de solidarité et de luttes consacrée au secteur professionnel de la santé et du social s'est tenue, le 7 décembre 2024, à Paris. La déclaration est publiée en cinq langues sur [le site du Réseau](#) :

« Prolongeant les initiatives antérieures de notre Réseau, nos organisations s'engagent à participer à la journée internationale de luttes du 7 avril pour le droit à la santé de tous et de toutes. Cela s'inscrit dans la lutte globale pour un service public de la santé et du social, disposant des moyens nécessaires à la satisfaction des besoins communs.

En tant qu'organisations syndicales, nous défendons les intérêts des travailleurs et des travailleuses. Ce sont celles et ceux qui travaillent qui connaissent le mieux les réalités, pas les actionnaires des entreprises privées ou les dirigeants parachutés par les pouvoirs publics ; entreprises qui font passer leurs profits avant la santé de la population. Partout en Europe, le personnel du secteur de la santé et du social subi des conditions de travail et d'accueil de plus en plus pénibles et avec des salaires bien trop bas, alors que les moyens de satisfaire les besoins existent.

Notre Réseau syndical international de solidarité et de luttes est un outil pour soutenir les actions syndicales que nous menons dans nos établissements, dans chaque pays ; pour les faire connaître dans les autres pays ; pour construire des actions communes et s'opposer à la criminalisation des luttes des travailleurs et travailleuses pour la défense de leurs droits. Le 7 avril est une date unifiante qui nous permettra d'avancer en ce sens, à travers des manifestations dans plusieurs villes dans le monde. La santé n'est pas à vendre mais à défendre ! »

Syrie Al-Assad est enfin tombé, l'urgence est à soutenir les populations de Syrie : [le communiqué de l'Union syndicale Solidaires](#).

Liban, Palestine En novembre, nous avons publié un [communiqué à propos de la situation au Liban et en Palestine](#). Voir aussi [les mobilisations de soutien au peuple palestinien](#).



Corée

Le 3 décembre, le président sud-coréen a déclaré la loi martiale. Retour en arrière de plusieurs décennies, au temps de la dictature militaire. [Le Réseau syndical international de solidarité et de luttes a immédiatement publié une déclaration](#), en lien avec les camarades de la KPTU (fédération des transports de la KCTU).

« [...] Nous exprimons notre plus profonde solidarité avec les syndicats sud-coréens dans leur lutte pour défendre la démocratie et les droits syndicaux face à un gouvernement d'extrême droite antisyndical. Nous exprimons également notre soutien à la décision du KPTU de mener une série de grèves dans les chemins de fer, les métros et les écoles du 5 au 7 décembre pour obtenir de véritables augmentations de salaire et des conditions de travail sûres pour des services publics de meilleure qualité, malgré les menaces et les attaques continues du gouvernement contre le mouvement syndical.



La mobilisation directe des jeunes et des travailleurs dans des manifestations et des grèves est le moyen de garantir les droits et d'empêcher le coup d'État. Le Réseau syndical international de solidarité et de lutte est solidaire de la grève générale appelée par la KCTU. »

Brésil

Diverses organisations associatives et syndicales françaises, dont l'Union syndicale Solidaires, ont adressé une lettre ouverte au président brésilien, Lula, à propos de la situation dramatique des peuples Guarani Kaiowá et Terena :

« [...] Ces peuples, depuis des décennies, subissent des violences systématiques en raison de conflits fonciers exacerbés par la lenteur des processus de démarcation de leurs territoires traditionnels. La récente attaque survenue dans la Réserve de Dourados, au Mato Grosso do Sul, illustre tragiquement cette réalité [...] Les Guarani Kaiowá et Terena subissent des expulsions illégales, des menaces de mort, des agressions armées et des restrictions d'accès à l'eau et à la nourriture. »

Les signataires concluent par leurs exigences :
« Accélérer la démarcation et la reconnaissance des territoires autochtones [...] Renforcer les moyens institutionnels du ministère des Peuples autochtones [...] Mener des enquêtes approfondies sur les attaques [...] Renforcer les programmes d'accès aux droits et ressources essentielles [...] »



Education

Une assemblée générale réunissant 2000 personnels enseignants et administratifs des écoles du réseau municipal de Rio de Janeiro a voté pour une grève reconductible à partir du 25 novembre. La mobilisation, à l'appel du *Sindicato estadual dos profissionais de educação* de Rio de Janeiro (Sepe - RJ), répond à un projet de loi du maire de la ville, qui attaque les droits des personnels des établissements scolaires de la ville. Ce projet de loi rogne sur les salaires [...] Il remet également en cause le congé spécial qui permet aux agent-es de bénéficier de 3 mois de congés tous les 5 ans. Enfin, il introduit des changements dans le régime de congés, avec possibilité de fractionnement, et d'autres mesures qui affectent gravement les conditions de travail et remettent en cause des acquis sociaux historiques. Ce projet de loi renforce la précarisation des agent-es, SUD éducation soutient la grève reconductible [[Voir le communiqué](#)].

Centres d'appel

« Société star du CAC40, Téléperformance collectionne non seulement les milliards de bénéfices, mais aussi de manière plus surprenante les prix d'entreprise où il ferait bon travailler. [...] La réalité est bien plus pénible [...] En Espagne de nombreux plans de licenciements sont en cours. En France un plan de départ volontaire de 598 salarié-es a été annoncé le 15 novembre dernier. Fermeture du Liban ou d'un site en Tunisie... En Grèce, au début de l'année, un syndicat a pu s'implanter, mais subit toujours les attaques de Téléperformance tout comme aux Philippines ou au Salvador. [...]

Réuni-es en colloque autour des conditions de travail, de l'emploi et de l'intelligence artificielle, les syndicalistes des organisations suivantes dénoncent la politique sociale mortifère du groupe Téléperformance, exigent un respect total de la liberté syndicale et l'arrêt des licenciements et autres fermetures de sites. »



[Le communiqué intégral et deux autres documents issus du colloque international de novembre sont à retrouver [sur le site du Réseau syndical international de solidarité et de luttes.](#)]

Kanaky

Le n°20 du bulletin du collectif national Solidarité Kanaky est disponible, [sur le site de Solidaires](#) ou [sur celui du collectif](#). Au sommaire : ● Le séparatisme est encouragé par les forces gouvernementales, dès lors qu'il est colonial, bourgeois et raciste ● Avec l'USTKE, la classe ouvrière, les Kanak et les exploités, organisent la solidarité : « Usines, tribus, même combat » ● La situation de l'emploi en Kanaky ● Liberté pour les prisonniers et prisonnières politiques ● Collectif des familles et référents des prisonniers politiques en France ● 18 novembre : communiqué du FLNKS ● Des congrès ● Assemblée générale du collectif national Solidarité Kanaky.

Haïti

Le Réseau syndical international de solidarité et de luttes fait connaître « la position de plusieurs Syndicats haïtiens, SPEMENFP, CENEH, SHJRH, ANSTVH, MEEN, SDE/OAVCT, ANAGH, REPROH, SONHED, UNNOH, relative à la déclaration inappropriée du Président français, Emmanuel Macron, sur la situation en Haïti après la révocation du Premier ministre Gary Conille. Le président français a déclaré d'une part : "Ce sont les Haïtiens qui ont détruit, tué Haïti", et d'autre part : "Garry Conille était un Premier ministre super, il était formidable et on l'a révoqué". Ainsi, les Haïtiens sont qualifiés de "cons" ou écerclés. [...]



Cette déclaration tendancieuse s'inscrit dans la continuité des pratiques d'ingérence habituelles des puissances impérialistes, comme les États-Unis, la France et d'autres, en Haïti, pour continuer à mettre le pays sous pression et renforcer leur domination. [...] Si Emmanuel Macron estime que Garry Conille était "extra", "super", "formidable", il pourrait ou ferait mieux l'imposer comme Premier ministre de la France, et ainsi Conille aurait pu aider Macron à devenir formidable en France, où il fait l'objet de nombreuses critiques en tant que président. [...] Nous, les syndicats, voulons bien rappeler à Macron ce qui a, entre autres, véritablement détruit Haïti [...] »

La déclaration complète est [sur le site du Réseau.](#)

Sahara occidental

Prolongeant un soutien affiché depuis de nombreuses années, des délégations Solidaires étaient présentes sur place, en octobre, pour le 50^{ème} anniversaire de l'UGTSARIO et au deuxième Forum syndical international de solidarité avec le peuple sahraoui, puis à Lisbonne, en novembre, pour une rencontre syndicale européenne de solidarité syndicale avec le peuple du Sahara occidental. A lire et diffuser : [le bulletin Solidaires et internationalistes n°126 consacré au Sahara occidental](#).

Italie

En Italie, depuis les années 1990 et plusieurs accords passés entre les confédérations CGIL, UIL et CISL d'une part, le patronat d'autre part, l'élection des délégué-es est quasiment monopolisée par ces trois confédérations. Ceci a contribué à une certaine marginalisation des « syndicats de base ». La *Confederazione Unitaria di Base* (CUB) a mené un important débat sur ce sujet, en interne, depuis plusieurs mois. Parce que le renforcement de l'organisation passe par son implantation dans un maximum d'entreprises et de services, et donc l'activité de délégué-es, la CUB a décidé de prendre les moyens de se présenter dans un maximum de sites.



Début décembre, avaient lieu l'élection de la *Rappresentanza sindacale unitaria* (RSU) et des *Rappresentante dei lavoratori alla sicurezza* (RLS) dans le secteur propreté/déchets. CUB a obtenu 54 RSU e 6 RLS, dans six régions (Piémont, Lombardie, Campanie, Basilicate, Calabre et Sicile). Un pas important pour le renforcement du syndicalisme de base !

Galice

Une trentaine d'organisations syndicales européennes (dont Solidaires), latino-américaines et africaines ont signé en soutien à la journée de grève appelée par la CIG, le 28 novembre pour défendre les droits travailleurs et travailleuses et l'emploi dans le secteur automobile. Le texte et les signataires sont [sur le site de la Confederación Intersindical Galega](#).

Chiapas

La [souscription 2025 pour le café zapatiste](#) est ouverte jusqu'à fin février. Pour se plonger dans l'histoire présente des zapatistes, il y a une série de communiqués parus entre août à octobre. Ils rendent compte de la situation au retour du Voyage pour la Vie, des transformations et des nouvelles initiatives du mouvement face à la menace qui pèse sur l'ensemble du pays et en particulier des communautés indigènes.



Ukraine

Le 20 novembre, Journée internationale des droits de l'enfant, [nous avons dénoncé la politique du gouvernement russe](#) qui planifie et organise le rapt et la déportation d'enfants ukrainiens. Le pouvoir russe veut les « russifier », les obliger à abandonner leur langue, leur culture, tout lien avec leurs familles. La propagande russe elle-même estime à 744 000 le nombre d'enfants ainsi enlevés ! La russification concerne aussi des centaines de milliers d'enfants ukrainiens situés dans les territoires occupés. A lire aussi, [le numéro spécial de Soutien à l'Ukraine résistante](#), publié par les Brigades éditoriales de solidarité.

